Avignon, le 26 septembre 2023

Déclaration liminaire au Comité Départemental d'Action Sociale de Vaucluse du 26 septembre 2023

Monsieur le Président,

Avec ce gouvernement, le dialogue social n'est vraiment pas au mieux de sa forme voire totalement en dehors du respect des règles et procédures.

Pour rappel, le Code général de la fonction publique et son article L 731-2 précise que : « Les agents publics participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent. »

C'est donc en bafouant les textes et de façon totalement arbitraire que la DGAFP a signé cet été une circulaire excluant définitivement les pensionnés de l'accès au chèque-vacances à compter du 01.10.2023.

A aucun moment, le CIAS n'a été consulté. Par ailleurs, les mots nous manquent pour qualifier cette mesure si mesquine et injuste dans la période d'inflation que nous vivons.

En restant dans le périmètre de l'Action Sociale et pour revenir à nos ministères, que ce soit au niveau national avec le CNAS ou dans sa déclinaison locale le CDAS, nous devons participer à l'élaboration et la gestion de l'action sociale locale. Au mieux quand nous sommes consultés, il n'est pas tenu compte de nos avis et remarques ; les exemples ne manquent pas : ventes des résidences EPAF, réforme du réseau, suppression de postes dans les délégations, …

Sur un plan local, la restauration collective reste un sujet de préoccupation majeur de santé publique, et encore plus en cette période d'inflation.

Les réformes successives (NRP et relocalisations, impact du Covid, nouvelles modalités de travail) ont un impact direct sur la restauration collective.

Aucune solution n'a encore été trouvée pour pallier la fermeture du RIA d'Avignon durant les travaux (conventionnement, titres restaurant, autres ?…).

Nous rappelons au passage que le titre restaurant est une prestation d'action sociale et n'est pas du pouvoir d'achat. Même si Solidaires Finances revendique une hausse de valeur faciale jusqu'à 10 euros (avec une hausse de la participation employeur pour

augmenter a minima celle de l'agent), l'augmentation du pouvoir d'achat passe nécessairement par celle des rémunérations.

Le fait de penser payer moins cher son repas avec un titre restaurant plutôt qu'en allant dans un restaurant administratif est un leurre.

En comptant la somme ajoutée au titre pour manger, en n'oubliant pas les 3 euros déjà payés de fait, le montant global peut être bien supérieur à celui payé finalement à la cantine.

Aujourd'hui, les agents les moins bien rémunérés (essentiellement de catégorie C mais pas que...) qui mettent leur salaire dans d'autres frais incompressibles (loyer, essence, achats alimentaires) n'ont souvent qu'un seul repas complet, celui du midi. Et contrairement à certaines idées reçues, ces personnels veulent une vraie cantine.

Quant au RIA d'Orange, outre la suppression d'un emploi avec le licenciement inéluctable d'un agent Berkani, sa fermeture programmée va priver les agents d'une solution de restauration sur place qui leur permettait entre autre de ne pas excéder le temps de pause méridienne de 45 minutes.

La solution retenue est un conventionnement avec le Cercle Mixte de la Gendarmerie Mobile pour lequel nous n'avons pas été consultés en amont.

Des interrogations se posent: solution de parking pour ceux souhaitant s'y rendre en voiture, procédure de vérification d'identité à l'entrée de la caserne, temps de trajet jusqu'à l'entrée de la cantine, etc. Nous y reviendrons en question diverse de la présente instance.

Solidaires Finances rappelle son opposition à la fermeture de tout lieu de restauration collective.

Attaquer l'action sociale, c'est attaquer le patrimoine des personnels du MEFSIN.

L'action sociale ministérielle de proximité pour tous, construite au fil des ans avec tout le poids des organisations syndicales, subit, comme tous les services de nos administrations, le rouleau compresseur des réformes et des suppressions d'emplois.

Solidaires Finances s'oppose aux réformes qui ne peuvent que dégrader le service rendu aux agents.

L'action sociale ministérielle, fruit de luttes portées par les agents, est aujourd'hui l'objet

de multiples convoitises.

Solidaires Finances continuera à mener la lutte pour la conserver et la faire progresser !

L'action sociale n'est pas encore un luxe, c'est toujours une nécessité !

A titre complémentaire, nous en profitons pour remercier la déléguée et la responsable régionale pour la formation qu'elles ont enfin pu délivrer ce matin aux nouveaux membres du CDAS. En effet, cette formation, attendue et promise par le Secrétariat Général depuis plus de 15 ans, n'est enfin plus une « Arlésienne » !